



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2, place du Général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VELCOREX

14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU
68550 Saint-Amarin

Références : 0006700656_2025_03_11_Velcorex_VIPPC
Code AIOT : 0006700656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement VELCOREX implanté 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle portant notamment sur l'application de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n ° 940551 du 20 avril 1994 modifié ainsi que sur certaines dispositions d'arrêtés ministériels opposables aux installations (arrêté ministériel du 3 août 2018 et arrêté ministériel du 20 juin 2023).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VELCOREX
- 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin
- Code AIOT : 0006700656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCOP VELCOREX a repris en date du 20/11/2023 les activités de la société VELCOREX Since 1828 qui comprennent les activités d'ennoblissement de tissus en velours et coton ainsi qu'une station de traitement des eaux usées destinée uniquement au traitement des effluents de la société Velcorex.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PFAS - Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe - 5.9	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 1	Sans objet
2	Eaux industrielles polluées	AP Complémentaire du 21/12/2010, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'exploitant doit être mise à jour pour tenir compte des évolutions du site. Il est également attendu que l'exploitant réalise les mesures périodiques de la pollution rejetée ainsi qu'il transmette, le cas échéant, la liste des produits PFAS détenus sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1994, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

[...]

La présente autorisation d'exploiter vise les installations classées, répertoriées dans le tableau suivant.

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité installée
Installation de combustion lorsque les produits seuls ou en mélange ont une teneur en soufre rapportée au PCI inférieure à 1g/Mj	153 bis B1	A	37,6MW <ul style="list-style-type: none">• 1 chaudière de 6,96 MW• 2 ch. de 11,61 MW chacune• 1 chaudière de 3,4 MW• 1 chaudière de 4,1 MW
Procédés de chauffage employant comme transmetteurs de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles. La température d'utilisation étant supérieure au point de feu des fluides. La quantité de fluide étant supérieure à 1000 l	120 I B1	A	19000 l
Teinture de matières textiles: Lorsque la quantité de fibres et de tissus traités est supérieure à 1 t/j	395	A	40 t/j
Dépôts de liquides peu inflammables	253 D	D	2 x 200 m3 aériens
Emploi ou stockage de Peroxyde d'hydrogène	1200	D	21 t (60 t de solution à 35%)

Emploi de résines synthétiques comportant des opérations de trempage, polymérisation	272 A 2	D	
Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale du courant continu utilisable étant > à 2,5kW	3	D	112 kW
Installations de compression d'air, la puissance absorbée étant comprise entre 50 kW et 500 kW	361 B2	D	127 kW

[...]

Constats :

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet une mise à jour des rubriques applicables à ses installations en 2017, parmi lesquelles celles dépassant les seuils des rubriques ICPE étaient:

- 1630 - Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique - 155t : régime de déclaration ;
- 2330 - Teintures, impressions, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles > 1t/j : régime de l'autorisation ;
- 2791 - Traitement de déchets non dangereux >10 t/j : régime de l'autorisation ;
- 2910 - Chaudières de puissance totale 25,615 MW : régime de l'autorisation.

Le porter à connaissance visait notamment à intégrer la station de traitement des eaux industrielles (STEI) faisant l'objet d'un arrêté préfectoral distinct à celui de l'usine de production.

Depuis, l'entreprise a vu son activité de production être réduite (impactant la rubrique 1630, dont le stockage total est désormais inférieur au seuil de la déclaration) et la STEI ne prend plus en charge d'effluents externes (impactant la rubrique 2791 qui n'est plus applicable).

L'inspection a constaté que les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 étaient inadaptées à la situation actuelle. Elle a par ailleurs constaté que le porter à connaissance émis en 2017 et jamais instruit n'était plus applicable à la situation actuelle de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans ce contexte, il est demandé à l'exploitant de fournir au préfet, dans un délai de 4 mois, une mise à jour de son porter à connaissance de 2017 tenant compte des évolutions intervenues sur ses installations. Il pourra utilement être précisé les paragraphes de l'arrêté préfectoral actuel qui

nécessitent une évolution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux industrielles polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2010, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles polluées

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 11.5 de l'arrêté n°940551 du 20 avril 1994 sont remplacées par les dispositions suivantes:

" Les eaux industrielles polluées sont dirigées vers la station d'épuration inter-industrielle exploitée par la société Velcorex Since 1828. Avant rejet dans la station, les effluents font l'objet d'un pré-traitement destiné à rectifier le pH.

Les effluents doivent respecter les normes suivantes après prétraitement:

- pH compris entre 5,5 et 9,5
- température inférieure à 30°C
- débit inférieur à 1000m³/j
- DCO inférieure à 1800 mg/l et 1750 kg/j
- [...]
- MES inférieures à 200mg/l et 200kg/j
- [...]

Constats :

L'inspection a consulté la dernière déclaration GIDAF validée par l'exploitant (janvier 2025) et a constaté que:

- le pH était conforme entre 8,3 et 8,7 (valeur limite d'émission - VLE : 5,5/9,5),
- le paramètre MES était conforme en concentration entre 12 et 168 mg/l (VLE : 200 mg/l) et en flux entre 6 et 114 kg/j (VLE 200 kg/j),
- le paramètre DCO était conforme en concentration entre 821 et 1600 mg/l (VLE 1800 mg/l) et en flux entre 54 et 1088 kg/j (VLE 1750 kg/j),
- le débit était conforme entre 66 et 680 m³/j (VLE 1000m³/j).

Il est indiqué à l'exploitant que s'il indique un débit journalier à 0m³/j, il est inutile de remplir les autres champs obligatoires, l'outil GIDAF ne notera aucune absence pour le jour considéré.

Il est par ailleurs rappelé que ce point de mesure est un point de rejet vers la station de traitement des eaux industrielles, établi dans un contexte où la station recevait des effluents d'autres industriels. Si l'exploitant est le seul utilisateur de la station et souhaite modifier l'arrêté préfectoral pour un seul et unique site, le point de rejet faisant l'objet de surveillance sera le point de rejet dans le milieu naturel (sortie station de traitement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PFAS - Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'utilisait plus de substances PFAS dans son procédé de fabrication, la dernière commande remontant à 2017. Pour autant, il a indiqué devoir vérifier si les produits utilisés pour la maintenance ou pour la prévention incendie en stock sur site contiennent ou non des PFAS. Il a ainsi été constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de fournir de liste, en attente de vérification de la présence ou non de PFAS dans ces produits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'indiquer, dans un délai de 3 mois, si les produits utilisés pour la maintenance ou la prévention incendie contiennent ou non des PFAS et de fournir, le cas échéant, la liste des produits et les fiches de données de sécurité associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe - 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.6 de la présente annexe est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m ³ /j.
Constats : Par courrier reçu le 27 décembre 2023, l'exploitant a indiqué redimensionner son outil industriel et notamment les installations de combustions, désormais établies à 19,18 MW. Ce courrier, établi pour demander la sortie de l'établissement du Plan National d'Affectation des

<p>Quotas de CO2, comporte en annexe une évaluation de la situation administrative des installations de combustion. La conclusion de ce courrier indique que les installations relèvent désormais du régime de la déclaration avec contrôle périodique, conformément à la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.</p> <p>Il est ainsi considéré la périodicité indiquée par l'arrêté ministériel relatif à cette rubrique (contrôle tri-annuel) plutôt que les périodicités de l'arrêté préfectoral (contrôle trimestriel), étant donné le redimensionnement des installations de combustion de l'exploitant et l'évolution de cette rubrique.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de contrôle de combustion, requis selon les articles R. 224-20 et suivants du Code de l'environnement, par un fournisseur des installations de combustion datant de moins d'un an.</p> <p>L'inspection a constaté que ce rapport ne constituait pas un contrôle réglementaire de rejets atmosphériques, notamment parce que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les conditions de prélèvement ne sont pas précisées, notamment la norme appliquée ; • le point de prélèvement n'est pas indiqué ; • l'oxyde de soufre et les poussières ne sont pas mesurées ; • l'organisme en charge du contrôle ne semble pas agréé ou accrédité. <p>Ainsi, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique datant de moins de trois ans des rejets atmosphériques des deux chaudières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure de réaliser un contrôle périodique des installations de combustions contrôlées (deux chaudières au gaz naturel) dans un délai de cinq mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>